

Espaces religieux et données géopolitiques

Géopolitique de la Suède et du luthéranisme au XXe siècle

mercredi 3 février 2010, par [Dominique FERNANDEZ](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Dominique FERNANDEZ](#), **Géopolitique de la Suède et du luthéranisme au XXe siècle**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 3 février 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le modèle socio-économique et la politique étrangère de la Suède au XXème siècle semblent directement être influencés par le luthéranisme. La social-démocratie qui s'est progressivement imposée en Suède puis a gouverné aux destinées du pays durant quarante quatre années consécutives constitue d'une certaine manière le prolongement naturel du luthéranisme. La social-démocratie paraît servir de support et de promotion de la diffusion des valeurs et des principes luthériens, à la fois, en Suède mais aussi dans le monde. Ainsi, la géopolitique de la Suède au XXème siècle est elle fortement marquée par le luthéranisme.

Mémoire de géopolitique rédigé au CID dans le cadre du séminaire « Espaces religieux et données géopolitiques » sous la direction de François Thual.

INTRODUCTION

LA méconnaissance du citoyen européen, au mieux de l'appartenance de la Suède à l'Union européenne au pire de sa position géographique, peut traduire, à la fois, le manque de visibilité de la Suède sur l'échiquier européen et mondial mais aussi la légendaire humilité suédoise : « *Qui peut bien s'intéresser à un petit pays comme le nôtre ?* ». Pour autant, il semble particulièrement intéressant de s'attacher à étudier géopolitiquement la Suède. En effet, l'analyse de la perception suédoise de l'Europe et du monde ainsi que l'analyse des constantes du modèle de vie proposé par la Suède pourraient permettre une meilleure compréhension des actions futures qu'elle sera amenée à entreprendre.

Bonus 2022. [Lars Wedin, Pierre Verluise, Membre de l'UE mais hors de l'OTAN, comment la Suède comprend-elle la guerre russe en Ukraine ? Entretien avec L. Wedin](#)

Historiquement adepte d'une politique hors alliances afin de pouvoir rester neutre en cas de guerre, pourquoi dans le contexte de la guerre russe en Ukraine la Suède « n'exclut pas » depuis le 30 mars 2022 d'adhérer à l'OTAN ? Ancien officier de la Marine suédoise, Lars Wedin répond aux questions de P. Verluise pour Diploweb.com. Un bel exercice de décentrage de nos perceptions et de découverte d'une situation stratégique que nous connaissons mal, par exemple l'île de Gotland. Un éclairage, enfin, des accélérations en cours sous l'effet de la guerre provoquée par la Russie.

Depuis près de 25 ans, les pays scandinaves sont souvent cités en exemple par les autres pays européens quant à l'excellence, entre autres, de leur système éducatif, de la gestion pacifiée des relations entre les syndicats et le patronnat et de la mise en œuvre de la « flex-sécurité » dans le monde du travail. En résumé, bien plus qu'un aspect ou un autre c'est davantage le modèle socio-économique scandinave qui est sinon « mythifié » du moins considéré comme particulièrement adapté face, aussi bien, à l'apparente crise des Etats- Nations occidentaux qu'aux problèmes socio-économiques. Dans ce cadre, le modèle suédois fait figure de référence depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, la Suède demeurait, jusqu'en 2000, un des rares Etats européens accordant à une religion le statut de religion d'Etat. En effet, tout Suédois, par naissance (droit du sang), est membre de l'Église nationale

suédoise et luthérienne tant qu'il n'en fait pas la demande officielle pour en sortir. Ainsi, au XXème siècle, près de 90% des Suédois appartiennent-ils à l'Église nationale suédoise et paient l'impôt religieux, cependant seulement 3% sont des pratiquants. Par conséquent, il semble judicieux de déterminer et de quantifier l'influence du luthéranisme au travers de ses institutions et surtout de ses valeurs dans la géopolitique de la Suède au XXème siècle.

Cette étude qui s'attache à déterminer la place du luthéranisme dans les relations entre les différents acteurs de la nation suédoise ainsi qu'avec les autres acteurs internationaux repose sur une documentation limitée. En effet, peu d'auteurs français se sont essayés à dépeindre géopolitiquement ce pays nordique. De plus, les interactions entre le luthéranisme en général et l'Église nationale suédoise en particulier avec les individus et le gouvernement ne sont pas décrites par des auteurs suédois : un certain tabou existe. En effet, la Suède, depuis 2000, est désormais un Etat laïc [1], le discours essayant de relier le luthéranisme aux valeurs actuelles de la société suédoise y est interdit. Pour autant, sur la base de quelques essais, d'études, d'articles, de discours d'hommes politiques et d'entretiens, une idée force semble s'imposer.

Le modèle socio- économique et la politique étrangère de la Suède au XXème siècle semblent directement être influencés par le luthéranisme. La social-démocratie qui s'est progressivement imposée en Suède puis a gouverné aux destinées du pays durant quarante quatre années consécutives constitue certainement le prolongement naturel du luthéranisme. La social-démocratie semble servir de support et de promotion de la diffusion des valeurs et des principes luthériens, à la fois, en Suède mais aussi dans le monde. Ainsi, la géopolitique de la Suède au XXème siècle semble-t'elle fortement marquée par le luthéranisme.

Après avoir énoncé, dans une première partie, de manière introductive et nécessaire à la compréhension de l'étude, les grands principes protestants et luthériens, l'Église de Suède sera décrite. Puis, la deuxième partie s'attachera à mettre en exergue les liens étroits qui semblent s'établir entre le luthéranisme et la social-démocratie à l'endroit du modèle socio-économique suédois au XXème siècle. Enfin, la dernière partie analysera la politique étrangère de la Suède au prisme du luthéranisme.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉGLISE NATIONALE SUÉDOISE : ÉGLISE D'ÉTAT

En 1520, Gustav Vasa se souleva contre le roi Christian II du Danemark et de l'Union Nordique qui avait l'intention de faire exécuter deux évêques à Stockholm. Ce fut le signal d'un mouvement de libération nationale, tant par rapport à l'Union que par rapport à la Papauté. Vasa fut couronné roi de Suède en 1523. Deux frères, Olaus et Laurentius Petri, inspirés par Martin Luther et par d'autres réformateurs européens, donnèrent leur caution idéologique à cette rupture avec la Papauté et militèrent pour la création d'une Église nationale suédoise. A la Diète (*riksdag*) de Västerås, en 1544, la Suède fut proclamée Royaume Évangélique. Le Roi devint le premier membre de l'Église, mais à la différence de ce qui se passa dans les principautés allemandes, le Roi ne devint jamais le *summus episcopus*. Depuis 1164, l'archevêque de l'Église suédoise réside à Uppsala. Il est le *primus inter pares* par rapport aux autres évêques.

Avant de tenter de déterminer au XXème siècle l'implication du luthéranisme au sein de la

société suédoise et dans les relations que la Suède entretient au niveau international, cette partie introductive s'attache à décrire d'une part les principes luthériens et d'autre part, en détail, l'organisation et les champs d'action de l'Église nationale suédoise.

1.1. LES PRINCIPES LUTHÉRIENS

Le fameux discours du moine Martin Luther, à la diète de Worms, en 1521, instaure le schisme au sein du christianisme. Le moine augustin réagit violemment au « système de vente des indulgences » décidé par le Pape, en signifiant que « *A moins d'être convaincu par le témoignage de l'Écriture et par des raisons évidentes - car je ne crois ni à l'infaillibilité du pape ni à celle des conciles, puisqu'il est établi qu'ils se sont souvent trompés et contredits- je suis lié par les textes bibliques que j'ai cités. Tant que ma conscience est captive de la Parole de Dieu je ne puis ni ne veux rien rétracter, car il n'est ni sûr ni salutaire d'agir contre ma conscience. Que Dieu me soit en aide [2] !* ». Il n'est évidemment pas question ici de se lancer dans un cours de théologie. Cependant, en vue de bien appréhender les signes du luthéranisme tant dans le code de valeurs que dans le mode de vie suédois ainsi que dans les actes et les discours des dirigeants suédois relativement aux relations internationales, il semble nécessaire d'énoncer les grands principes communs aux protestants, puis d'insister sur la notion centrale du travail pour conclure en présentant les qualités essentielles, prônées par Luther, que doit détenir chaque fidèle.

1.1.1. Les principes communs aux protestants

Les protestants hésitent à parler de « doctrine » ou de religion. Ils préfèrent « convictions », « engagements » ou « valeurs ». La fédération des protestants publie simplement : « Être protestant » signifie le fait que l'on privilégie toujours la préservation d'un espace de discussion et d'échange entre fidèles, particulièrement pour l'expression de la foi. Toutes sensibilités confondues, les protestants partagent ces points fondamentaux :

Sola gratia (« Par la grâce seule »)

L'homme ne peut pas mériter son salut auprès de Dieu, mais Dieu le lui offre gratuitement par amour. Ce qui rend l'homme capable d'aimer lui aussi. Ainsi, la valeur d'une personne ne dépend que de l'amour de Dieu, et non de ses qualités, ni de son mérite, ni de son statut social.

Sola fide (« Seule la foi compte »)

Ce don se fait à l'occasion d'une rencontre personnelle avec Dieu, en Jésus-Christ. C'est cela la foi, non une doctrine ou une œuvre humaine. D'une personne à l'autre, elle peut surgir brusquement ou être le fruit d'un cheminement. Chacun la vit de manière particulière, comme sa réponse à la déclaration d'amour de Dieu.

Sola scriptura (« Par l'Écriture seule »)

Considérée comme porteuse de la parole de Dieu, la Bible est à la fois la seule autorité théologique et le seul guide, en dernière instance, pour la foi et la vie. Elle est éclairée par la prédication de ministres appelés par l'Église et formés par elle (mais le Saint-Esprit peut appeler d'autres prédicateurs que seulement ceux-ci). À travers les témoignages humains que la Bible transmet, elle dessine des principes de vie à partir desquels s'exerce la responsabilité personnelle de chacun.

Soli Deo gloria(« A Dieu seul la gloire »)

Il n'y a que Dieu qui soit sacré, divin ou absolu. Ainsi, toute entreprise humaine ne peut prétendre avoir un caractère absolu, intangible ou universel, y compris la théologie. De plus, partant du principe que Dieu a donné la liberté à chaque individu, les protestants sont généralement favorables à un système social qui respecte la pluralité et les libertés.

Ecclesia semper reformanda(« L'Église doit se réformer sans cesse »)

Les institutions ecclésiastiques sont des réalités humaines. Elles sont secondes. « Elles peuvent se tromper », disait Luther. Ainsi, les Églises doivent sans cesse porter un regard critique sur leur propre fonctionnement et leur propre doctrine, à partir de la Bible. En revanche, les chrétiens catholiques pensent qu'il faut être guidé par l'Église de façon claire. La certitude peut aller dans certains cas jusqu'au dogme, (vérité que l'on ne peut renier) et qui est prononcée par un concile, ou par le Pape en vertu de l'« Infaillibilité Pontificale ».

Sacerdoce universel

Principe novateur de la Réforme protestante, selon lequel chaque baptisé est « prophète, prêtre et roi » sous la seule seigneurie du Christ. Ce concept anéantit les principes de hiérarchie au sein de l'Église. Chaque baptisé a une place de valeur identique, y compris les ministres (dont les pasteurs font partie). Ayant suivi des études de théologie et reconnus par l'Église, ils sont au service de la communauté pour l'annonce de la Parole de Dieu (prédication et sacrements) et les missions particulières qui en découlent. Les femmes ont accès aux ministères de certaines églises protestantes. C'est le cas pour l'Église de Suède au sein de laquelle, depuis 1959, l'accès au ministère presbytéral a été ouvert aux femmes. Les premières ordinations ont eu lieu en 1960. Depuis cette date, environ 700 femmes ont été ordonnées et exercent leur ministère dans les treize diocèses du pays.

1.1.2. La notion centrale du travail développée chez les luthériens suédois

Selon Max Weber, ce sont les dogmes de la prédestination et les interrogations du fidèle quant à son salut qui déclenchent en fin de compte le processus qui aboutit à la constitution d'un *ethos* favorable au capitalisme ou du moins aux caractéristiques des protestants à l'endroit du travail. Dès le XV^{ème} siècle, cette doctrine de la prédestination bénéficie d'une diffusion sociale très large grâce, d'une part aux progrès de l'imprimerie et d'autre part grâce à l'accroissement des échanges de tout ordre et aux flux de population en Europe. La prédestination ôte aux individus leur capacité à infléchir leur destinée dans l'au-delà, elle les empêche d'établir un lien direct entre l'activité temporelle et la félicité éternelle, contrairement à la doctrine catholique du « salut par les œuvres ». Le catholique accomplit des « bonnes œuvres » qui sont souvent des actes isolés, respectant ou non une série logique. Il les réalise pour expier des péchés concrets afin d'obtenir une prime d'assurance pour son salut. A cet effet, l'Église catholique dispose d'un instrument de pouvoir et d'éducation majeurs : le sacrement de pénitence. Le fidèle se tournant vers le prêtre dans le repentir et la pénitence, ce dernier lui donne l'expiation, l'espoir de la grâce, la certitude du pardon et délivre le croyant d'une tension immense. Cela diffère profondément dans le protestantisme. Pour autant, il faut ici distinguer le luthéranisme du calvinisme. Le premier courant estime que la grâce peut être retrouvée du moment qu'il y ait repentir et pénitence. Le second courant, puritain, propose une mise en forme rationnelle et systématique de la vie morale dans son ensemble. Par conséquent, la vie des luthériens à la différence de celle des calvinistes porte moins la marque de l'ascétisme. Surtout, la doctrine de la prédestination est beaucoup moins radicale dans le

luthéranisme. Néanmoins, dans tous les courants protestants, il apparaît que la conception de l'état de grâce, surtout sa possession ne peut être garantie par un quelconque moyen « magique [3] » ou sacramental, ni par la délivrance de la confession, ni par certains actes de piété mais seulement par la « confirmation » qu'apportait une transformation spécifique de l'individu, manifestement en rupture avec le style de vie de l'homme « naturel ». Il en résulte, pour l'individu une impulsion de contrôle méthodique de son état de grâce dans sa conduite soumise à l'ascèse. Ceci implique une mise en forme rationnelle de toute son existence, conforme à la volonté de Dieu en vue de s'assurer son salut. Cette rationalisation de la conduite au sein du monde, orientée vers l'au-delà, est le produit de la conception du métier du protestantisme ascétique. En effet, le protestant, pour ne pas subir un fatalisme lié à la prédestination, associe à certains comportements non pas des primes de salut mais des primes de certitude du salut. Surtout, le fidèle ne cesse de se poser les questions suivantes : suis-je élu ? Existement-ils des signes permettant de reconnaître avec certitude que je fais partie des élus ? Le travail d'un métier exercé sans répit est présenté comme le moyen le plus probant d'accéder à cette certitude de soi. Ainsi, la valorisation religieuse du travail du métier temporel, exercé sans relâche et de façon permanente et systématique, constitue le ferment du protestantisme [4]. En effet, ce travail permanent est tenu pour le moyen suprême de l'ascèse pour la confirmation la plus certaine et la plus visible de l'élection d'un homme ainsi que de l'authenticité de sa foi. L'idée du salut par le travail du métier et celle du rejet de toute oisiveté sont centrales dans le luthéranisme. Dans ce cadre, l'interprétation nouvelle que fait Luther du « métier [5] » comme vocation est déterminante et centrale pour comprendre les tenants d'une société protestante, la société suédoise en particulier. Ces notions de « métier » et de « vocation » évoquent littéralement une mission donnée à l'individu par Dieu. En effet, le luthéranisme procure un aspect pleinement positif au « métier » à la différence apparente du catholicisme. Ce dernier semble opposer au contraire la « vocation » d'une élite religieuse appelée à la contemplation d'une vie monastique, vouée à remplir des exigences plus hautes que celles qui étaient imposées au commun des fidèles, voués quant à eux, à la vie de « métier ». Comme le souligne Max Weber, « *L'idée que l'accomplissement du devoir au sein des métiers temporels était la forme la plus haute que puisse revêtir l'activité morale de l'homme est centrale* ». La Réforme propose d'abandonner l'idée d'un dépassement de la moralité intramondaine représentée par la « vocation » monastique au profit de l'assimilation du « métier » exercé dans la sphère temporelle. Le « métier » constitue le véritable champ d'action de la moralité pour chacun des croyants. Par conséquent, le protestantisme fonde la complémentarité des notions de « métier » et « d'ascèse ». En effet, si Luther « démocratise » une exigence religieuse, réservée alors à une élite, il « importe » aussi dans la sphère temporelle l'ascèse sans en changer véritablement sa teneur. Aussi, est-il logique que la jouissance sous toutes ses formes ainsi que l'orientation de l'activité vers une finalité qui n'est pas la consommation immédiate du produit (enrichissement personnel et prestige social) soient bannies. Seule *l'augmentation de la gloire de Dieu* prévaut. L'oisiveté est particulièrement répréhensible car elle ne contribue pas à augmenter la gloire de Dieu. Il s'agit donc de travailler sans relâche et durement.

1.1.3. Solidarité, égalité, humilité : les qualités essentielles

La solidarité et la primauté du collectif sur l'individu sont des qualités importantes du protestantisme. Pourtant, elles pourraient sembler paradoxales avec les notions de relation directe du fidèle à Dieu et celle de la prédestination, plutôt individualistes. Néanmoins ces dernières renvoient directement à la notion d'égalité qui fonde la solidarité et la primauté du

collectif. En effet, la notion d'égalité est introduite de la manière suivante : c'est parce que, chaque individu est seul à pouvoir confirmer son élection, qu'aucune filiation et qu'aucune qualité de naissance ne sauraient garantir, que les hommes sont en un sens égaux. Il s'agit d'une véritable égalité formelle. En outre, Luther défend « *l'idée que l'accomplissement des devoirs intramondains est dans tous les cas le seul moyen de plaire à Dieu, qu'il est et que lui seul est voulu par Dieu et que tout métier autorisé est par conséquent d'égale valeur devant Dieu* [6] ».

L'idée de solidarité est développée de la manière suivante par Luther. Le mode de vie monastique est non seulement inapte à justifier l'homme devant Dieu mais surtout il est le produit égoïste du manque d'amour et du désir de se soustraire aux devoirs terrestres. A l'opposé, le travail du métier temporel apparaît comme l'expression extérieure de l'amour du prochain. En effet, la division du travail contraint chaque individu à travailler pour d'autres.

L'idée de l'humilité et de la simplicité sont directement consubstantielles au précepte de *l'unio mystica* doublé de la pénitence quotidienne développé par Luther. L'homme éprouve un sentiment profond d'indignité lié au péché originel qui l'intime à préserver l'humilité et la simplicité, indispensables au pardon des péchés. Benjamin Franklin [7], dans son autobiographie, relatait lors de sa conversion aux vertus du protestantisme l'intérêt de préserver strictement l'apparence de l'humilité, ou de taire consciencieusement ses mérites personnels lorsqu'on veut jouir de la reconnaissance de tous. De même, il évoque son père lui répétant inlassablement « *Si un homme est vaillant dans son métier, il pourra se présenter devant des rois* ».

La notion de transparence provient aussi du protestantisme dans la mesure où l'homme n'est que l'intendant des biens qui lui étaient par la grâce de Dieu, tel le serviteur de la bible, il doit rendre compte pour chaque « sou » qui lui est confié. Il est pour le moins blâmable de dépenser une partie de cet argent pour une fin qui n'est pour la gloire de Dieu mais la jouissance personnelle. Enfin, Luther énonce aussi comme principe majeur que doit observer chaque fidèle « de toujours obéir à la loi, aux autorités constituées [8] ».

Les principes communs aux protestants, la place centrale accordée au travail dans l'acception luthérienne ainsi que les autres qualités essentielles que doit détenir le fidèle selon Luther se sont très largement et rapidement diffusés en Suède. En moins de 10 ans, la totalité du pays était acquis à la Réforme. Ce phénomène semble s'expliquer par le fait que l'organisation médiévale de la société suédoise se prêtait facilement aux notions de solidarité et de la primauté du collectif sur l'individu introduites par la Réforme. Cela est renforcé par la mise en place de l'Église de Suède comme Église d'Etat dont une des premières décisions contribue à affirmer le caractère national : l'abandon du latin au profit de la langue vernaculaire.

1.2. L'ÉGLISE NATIONALE SUÉDOISE

L'Église nationale suédoise (*svenska kyrkan*) est une Église évangélique luthérienne qui a maintenu l'épiscopat historique. Séparée de l'Église romaine par la Réforme, elle devient Église d'Etat, en 1544, lors de la tenue d'un *Riksdag* [9] à Västerås. Ce statut est abrogé le 1er janvier 2000. L'Église de Suède est le plus important membre (en volume) de la Fédération luthérienne mondiale. La faible participation des fidèles à la messe dominicale (*Högmassa*) a *de facto* impliqué une contraction géographique durant le XXème siècle de l'Église de Suède

qui demeure importante et influente. Cette présentation, s'articulant autour de son organisation et de son implication tant dans la société suédoise qu'à l'étranger, a pour but de montrer les liens solides qui s'établissent au XXème siècle entre l'Église nationale suédoise et les divers acteurs civils, publics, religieux, nationaux et internationaux.

1.2.1. Une organisation territoriale bien maillée, structurée et démocratique, en lien direct avec le gouvernement

Au niveau national, le synode général (*kyrkomötet*) est l'organe suprême de l'Église de Suède. Composé de 251 membres, il se réunit chaque année. Tout membre de l'Église de Suède (à l'âge légal soit 18 ans et ayant été baptisé) peut en faire partie. Les membres sont élus pour une période de trois ans par un collège électoral émanant des paroisses. De par leur fonction, les évêques doivent participer à ces synodes, mais ils n'ont pas droit de vote. Ils ont cependant le droit de parole et de proposition. Les questions émanant du gouvernement suédois ou du comité central (*centralstyrelsen*) sont débattues par le synode ainsi que toute proposition émanant de l'un de ses membres. Toute proposition est transmise à l'une des huit commissions *ad hoc*. Les questions de nature doctrinale sont soumises à une commission spéciale, la commission doctrinale du synode (*kyrkomötets läronämnd*) dont les évêques sont membres *ex officio*, assistés par huit membres, élus par le synode. Le Parlement (*riksdag*) a délégué au synode le droit de décision en ce qui concerne notamment la doctrine, le recueil de cantiques (*psalmbok*), la liturgie, les ministères, les sacrements, les questions d'évangélisation, de diaconie, d'entraide internationale, de mission extérieure, d'activités parmi les Suédois de l'étranger ainsi que la répartition des collectes dominicales durant l'année. Le synode et le comité central sont habilités à gérer les affaires de l'Église qui sont réglementées par la loi civile selon la Constitution du Royaume [10]. Un secrétariat général dépend directement du comité central. Ce secrétariat coordonne le travail des départements des affaires légales, de l'administration et des finances, de la théologie et de l'œcuménisme. Le conseil des représentants dépend directement de la chambre des représentants et nomme les commissions des comités nationaux chargé de la Pastorale et de l'éducation chrétienne ainsi que les membres des organismes œuvrant sur le plan international : les commissions gérant les activités des œuvres missionnaires (*svenska kyrkans mission*), l'Entraide Internationale (*Lutherhjälpen*) et l'Église de Suède à l'étranger (*svenska kyrkan i utlandet*, SKUT). Au niveau local, paroissial et diocésain, L'Église de Suède comprend treize diocèses qui regroupent les paroisses. Chaque diocèse est placé sous la responsabilité d'un évêque. Le quatorzième évêque est l'auxiliaire de l'archevêque pour le diocèse d'Uppsala. Par ailleurs, le diocèse de Visby comprend aussi les 45 paroisses de l'Église suédoise à l'étranger (*svenska kyrkan i utlandet*). Les évêques sont nommés par le gouvernement qui choisit parmi les trois candidats désignés en commun par les pasteurs et un collège électoral du diocèse concerné (de tous les diocèses dans le cas de l'archevêque). L'Église de Suède, au XXème siècle, compte plus de 2500 paroisses, regroupées en plus 1100 consistoires. Un consistoire regroupe une ou plusieurs paroisses à la tête de laquelle se trouve le premier pasteur ou le curé (*kyrkoherde*). Les consistoires sont à leur tour regroupés en plus de 170 doyennés. La paroisse locale est administrée par une assemblée paroissiale (*kyrkofullmäktige*) dont les décisions sont exécutées par le conseil paroissial (conseil presbytéral- *kyrkoråd*) et le cas échéant par d'autres commissions. L'assemblée paroissiale est élue au suffrage direct tous les trois ans. Pour les élections à l'assemblée paroissiale ainsi que pour le synode général, les partis politiques officiels font souvent fonction de structure électorale, soutenant leur propre candidat. Chaque membre de l'Église de Suède est soumis à un impôt ecclésiastique revenant à la paroisse dont

il est membre et dont le montant est fixé par l'assemblée paroissiale. Toutes les paroisses d'un diocèse doivent être membres d'une association diocésaine (*stiftssamfällighet*) dont l'objectif est d'encourager la participation des paroisses dans la formation, l'information, l'aumônerie scolaire, la musique sacrée, les activités estivales et le travail parmi les immigrants et les réfugiés. L'organe législatif de l'association diocésaine est le synode diocésain (*stiftsfullmäktige*) composé d'au moins 51 délégués élus par un collège électoral dont les membres sont nommés par les paroisses au niveau des doyennés (*kontrakt*). Le conseil et ses activités sont financés par une contribution paroissiale obligatoire. L'organe exécutif est le conseil diocésain (*stiftsstyrelse*) présidé de droit par l'évêque. En plus de ses propres affaires le conseil s'occupe de questions réglées par la loi, telles la création de structures paroissiales (*kyrkliga samfälligheter*), les limites des paroisses et des doyennés, les nominations pastorales dans le diocèse ainsi que la distribution des allocations octroyées par la caisse de compensation de l'Église (*kyrkofonden*), autorité créée par le gouvernement et le synode. Chaque diocèse est doté d'un chapitre diocésain (*domkapitel*) dont l'évêque est président de droit. Ces chapitres sont des organes d'état chargés des questions liées à la doctrine, la liturgie et les ministères. Le gouvernement fixe, en dernière instance, le nombre de postes paroissiaux.

1.2.2. Des moyens au service d'une forte implication nationale

L'Église de Suède dispose de ressources importantes tant humaines que financières. Les pasteurs sont au nombre de 5 000 environ, dont 1 500 à la retraite. Quelques 3 000 ont en charge les paroisses, les autres assurent des tâches au sein des missions, parmi les Suédois à l'étranger, dans le système scolaire, dans l'administration centrale de l'Église ou dans diverses organisations, œuvres ou institutions. Le nombre de représentants élus au sein de l'Église de Suède approche moyennement, au XX^{ème} siècle, 50 000 et le nombre d'employés à son service s'établit à 30 000. De plus, près de 200 000 bénévoles, membres actifs de l'Église, sont mis à contribution, entre autres, pour former les cœurs des cantiques, pour encadrer les jeunes, pour soutenir les anciens et les infirmes, pour participer aux projets relatifs à l'aide internationale au développement. Par conséquent, la force démographique de l'Église d'Etat est significative. Ses membres actifs sont autant de relais dans la société suédoise. Ils prolongent ainsi la diffusion des valeurs luthériennes. Pour autant, le prosélytisme est diffus et peu agressif en Suède. Immobilièrement et financièrement, l'Église de Suède dépend aussi bien de la solidarité de l'ensemble de ses membres que du gouvernement suédois. L'origine des biens ecclésiastiques, terres et forêts, remonte au Moyen-âge. En effet, pour qu'une paroisse puisse se doter d'un prêtre, il fallait qu'elle ait les moyens de construire une église et un presbytère et d'assurer par la suite l'entretien de ces bâtiments et le traitement du prêtre. C'est une des raisons pour lesquelles l'Église de Suède gère des forêts, des propriétés immobilières et d'autres biens dont la valeur s'élève à plusieurs milliards de couronnes. La plupart de ces bâtiments sont protégés par la loi et ne peuvent être vendus. Le budget annuel de toutes les paroisses de Suède se monte environ à 8 milliards de couronnes, dont 5 émane de l'impôt ecclésiastique. En effet, tout membre de l'Église de Suède verse l'impôt paroissial. C'est l'impôt paroissial qui finance à 80 % les activités de l'Église. Environ 40 % financent les activités paroissiales, par exemple les frais d'offices, de musique, d'activités pour les enfants et les jeunes, les œuvres paroissiales (le travail social de l'église) et le personnel. Une petite partie de l'impôt paroissial est dévolu aux diocèses et au niveau national de l'Église de Suède.

L'Église de Suède a tout au long du XX^{ème} siècle élargit son champ d'action. Tout d'abord, elle

est en charge de tenir les registres de l'état-civil. Ensuite, elle agit directement au profit de ses membres en procurant gratuitement les services religieux classiques : baptêmes, confirmations, mariages et funérailles. Cependant, ces services purement religieux ne constituent que le tiers des services dispensés. Par ailleurs, la dénomination d'Église *nationale* suédoise s'est popularisée au XX^{ème} siècle. Cela représente une alternative pertinente à la formelle dénomination d'Église d'Etat. En effet, d'une part, cet adjectif « national » rend compte, à la fois, de la fragmentation du courant protestant en partie dûe à l'absence d'une hiérarchie supranationale et surtout de la volonté d'ouverture de l'Église suédoise qui comprend aussi bien les « hautes » que les « basses » Églises luthériennes. La Société Évangélique Nationale de Suède (22 000 membres), les communautés luthériennes finnophones en Suède (300 000 membres), les communautés germanophones luthériennes (2 000 membres) font partie intégrante de l'Église nationale suédoise. Par conséquent, cette nationalisation de l'Église suédoise implique un trait caractéristique, lourd de sens, au regard de l'étude proposée. L'Église de Suède n'agit pas uniquement pour les membres qui y appartiennent activement mais pour l'ensemble de la communauté. Dans les faits cela se traduit non seulement par des devoirs de l'Église envers la totalité de ses membres mais aussi par la significative force démographique que l'Église de Suède est capable de mobiliser et de sensibiliser. D'ailleurs, elle à l'origine de nombreux mouvements associatifs qui ont vu le jour au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle pour lutter contre la pauvreté et l'alcool et pour favoriser l'éducation pour les plus jeunes comme les adultes. La loi scolaire de 1842 intimait chaque paroisse à disposer d'une école et à dispenser gratuitement durant 6 ans une éducation. De plus, l'Église luthérienne fit la promotion des écoles pour adultes dès le XIX^{ème} siècle. Originalité scandinave initiée par le pasteur danois Gruntvig [11], ces *folkhögskolan* (hautes écoles populaires) renforcent aussi l'esprit national. En outre, les plus prestigieuses universités suédoises sont historiquement liées à l'Église de Suède. Les deux premières furent créées dans le Royaume pour enseigner la théologie et pour former le clergé : Uppsala (1477) et Lund (1666). A ce titre, sur les 3 premiers ministres sociaux- démocrates qui ont dirigé le gouvernement suédois de 1946 à 1991, Tage Erlander (premier ministre de 1946 à 1969) et Ingvar Carlsson (premier ministre de 1986 à 1991 puis de 1994 à 1996) ont étudié à Lund.

1.2.3. Dialogue œcuménique et action internationale

Au XX^{ème} siècle, l'Église de Suède, faisant partie de l'église mondiale, entretient des relations anciennes et profondes avec les églises du monde entier. Elle promeut significativement le dialogue œcuménique tant au niveau national qu'international, s'imposant ainsi comme une Église jouissant d'une excellente crédibilité et d'une influence certaine. Par sa Mission, sa commission des œuvres « *Lutherhjälpen* », l'Église de Suède coopère en vue de la justice, de la paix, de la réconciliation et du développement durable. Cela est obtenu par des interventions directes et par un effort pour constituer une voie sociale critique. L'archevêque Nathan Söderblom, qui défendit sa thèse de doctorat à la Sorbonne et fut titulaire de la chaire d'histoire des religions à Leipzig en Allemagne, prix Nobel de la Paix, prit l'initiative de la première conférence du Christianisme Pratique à Stockholm en 1925. La plupart des confessions chrétiennes de Suède ont coopéré au sein du conseil œcuménique suédois, fondé en 1932. Ce conseil a été transformé en conseil chrétien de Suède (*Sveriges Kristna Råd*), en 1993 et compte actuellement 23 membres. En effet, l'Église de Suède est engagée sur le plan national dans des dialogues bilatéraux avec l'Église Missionnaire Évangélique (*Svenska Missionsförbundet*), l'Église catholique (diocèse de Stockholm) et l'Église anglicane (Church of England). Ce dernier dialogue se poursuit sur le plan international avec les autres églises

nationales nordiques ainsi qu'avec celles des Églises luthériennes des Pays Baltes et les Églises anglicanes de Grande-Bretagne et d'Irlande. Les conversations avec l'Église Catholique (diocèse de Stockholm) datent de 1970. Un document commun a été publié sur le ministère épiscopal soulignant de nombreux points de convergence. La commission œcuménique a déjà publié deux rapports, l'un sur le mariage, l'autre sur le baptême. En 1992 les conversations s'orientent l'une vers l'ecclésiologie, l'autre vers la pastorale. Depuis 1920, les relations avec l'Église d'Angleterre revêtent un caractère particulier : intercommunion mais aussi "inter consécration" lors d'ordinations d'évêques dans les deux Églises. Par ailleurs, à Uppsala, en 1985, à la suite d'une conférence "Vie et Paix", qui a réuni, 160 représentants des églises orthodoxes, catholiques, anglicanes et protestantes de tous les continents, un institut « Vie et Paix » a été fondé ayant pour but de coordonner les efforts et la recherche pour la paix auxquelles se consacrent les églises des diverses régions du monde. Par ailleurs, l'Église de Suède promeut l'entraide internationale en agissant en complément des pouvoirs publics, au travers de « *Lutherhjälpen* » et de la Mission de l'Église de Suède [12]. « *Lutherhjälpen* » (Church of Sweden Aid) débute en 1947 à la suite de la première réunion de la Fédération luthérienne mondiale à Lund. Son but était de venir en aide à l'Europe de l'après-guerre. Pendant les neuf premières années, le travail se fait en collaboration avec le comité national suédois pour la Fédération luthérienne et sur une base purement volontaire. Ce n'est qu'en 1956 que l'organisation se dote d'un directeur à plein temps. L'année mondiale des réfugiés en 1959-60 entraîne un vigoureux élan dans les efforts de l'organisation. L'appui financier et le nombre de personnes engagées fait un bond en avant. Chaque année « *Lutherhjälpen* » soutient plus de 75 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe. En 1992 le budget s'élevait à 240 millions de couronnes, et ceci, surtout, grâce aux collectes et aux offrandes. En cas de catastrophe, l'agence nationale pour l'aide au développement (SIDA) intervient sur demande avec 35% de l'aide financière octroyée. 4 000 volontaires dans les paroisses sont engagés dans le travail d'information et dans les campagnes financières. Par ailleurs, une assemblée générale, désignée par la Conférence des Evêques, les diocèses et les grandes organisations centrales de l'Église, se réunit deux fois par an. Enfin, dans plus de 45 lieux de cultes à travers le monde, de Narvik à l'extrême pointe de la Norvège à Melbourne dans l'Australie méridionale, à San Pédro en Californie, l'Église de Suède est présente parmi les Suédois de l'étranger. L'Église de Suède à l'étranger [13] (*svenska kyrkan i utlandet*, SKUT) est créée en 1876. Le travail débuta parmi les marins de la flotte marchande avec la création des églises pour les marins ou *sjömanskyrkan*. Les premiers postes furent Kiel, en Allemagne, et West Hartlepool, en Angleterre. SKUT s'adresse maintenant à un éventail beaucoup plus large de Suédois : émigrants ou personnes possédant une résidence secondaire à l'étranger, touristes, jeunes filles au pair et étudiants. SKUT recrute et forme son personnel en Suède. Celui-ci se chiffre actuellement à 150 personnes qui restent en contact permanent avec SKUT. Une aide financière est fournie aux divers postes à l'étranger.

Au XX^{ème} siècle, l'Église de Suède, grâce à son organisation territoriale, grâce à sa capacité à mobiliser des ressources importantes et des relais au sein de la société, grâce à son action institutionnelle nationale et internationale noue des liens particuliers avec les Suédois. Bien qu'à peine 3% d'entre eux soient pratiquants, la plus grande partie des Suédois appartiennent encore à l'Église de Suède. D'apparence, les valeurs luthériennes semblent donc bien être acceptées et assimilées. Comme le précise Janine Garrisson « *le rôle de l'homme protestant est de progresser, c'est-à-dire de développer son patrimoine, son entreprise, sa culture et son intelligence* [14] ».

Par ailleurs, les liens officiels, établis depuis près de 5 siècles, avec le gouvernement sont

solides : une complémentarité des moyens et des actions semble se dessiner, en particulier au niveau international. Le protestantisme considère la vie comme une sorte d'antichambre de la vie céleste et la terre comme un jardin aménageable et transformable. C'est cet état d'esprit qui semble avoir animé les réformateurs sociaux- démocrates, considérant que l'homme peut et doit agir sur son milieu pour trouver à chaque problème une solution rationnelle et juste.

DEUXIÈME PARTIE : LE LUTHÉRANISME SOURCE FONDAMENTALE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE SUÉDOISE

La Suède se singularise de biens d'autres pays européens disposant au XXème siècle d'une Église d'Etat. En effet, comme évoqué précédemment, si, au XXème siècle, près de 90% des suédois appartiennent à l'Église nationale suédoise, à peine 3% sont des pratiquants assidus. Dans ce cadre, il pourrait vraisemblablement sembler que l'influence du luthéranisme, adopté par le roi Vasa 1er en 1523, dans la société soit minime dans un des pays les plus industrialisés au XXème siècle.

Bien au contraire l'avènement de la social- démocratie au XXème siècle en Suède semble avoir mis en perspective l'enseignement de Luther. Comme le souligne Georges Hourdin, « les Suédois ont transposé le christianisme dans la vie séculière [15] ».

D'apparence, les théoriciens de la social-démocratie puis les dirigeants ont, au XXème siècle, se sont appuyés sur les grands principes et les valeurs luthériennes pour créer un modèle socio- économique original. Cette partie se propose donc de mettre en perspective les principaux tenants du modèle sociétal suédois, social et économique, au prisme des principes luthériens.

2.1. UN MODÈLE SOCIAL PROFONDÉMENT MARQUÉ PAR LE LUTHÉRANISME

S'appuyant sur une population relativement homogène et sur un héritage historique d'organisation sociale, la social-démocratie qui s'est imposée non sans difficulté en Suède semble proposer un modèle reposant, à la fois, sur des valeurs socialistes et d'autres d'inspiration luthérienne. L'analyse proposée des concepts originaux de *trygghet* et de *välfard* semble montrer ce syncrétisme.

2.1.1. Une homogénéité culturelle et ethnique

La Suède est le cinquième plus grand pays d'Europe par sa superficie avec près de 450 000 km². Sa population s'élève à 9,2 millions d'habitants en 2009. Géopolitiquement, cette faiblesse démographique semble desservir la Suède cependant, à bien des égards, la population suédoise constitue un atout important tant par son homogénéité culturelle qu'ethnique.

En effet, culturellement, au XXème siècle, près de 90% des suédois sont luthériens. Par ailleurs, la reconnaissance officielle des autres religions est relativement récente. En effet, l'autorisation pour un Suédois d'être catholique n'a été accordée qu'en 1860. Dans les faits, jusqu'en 1940, tout Suédois qui désirait occuper un poste de fonctionnaire (militaire, police, éducation, etc.) devait être luthérien. La loi instituant la liberté de religion date de 1951 dans

le Royaume. Le seul groupe minoritaire « autochtone » est constitué par les 17 000 Lapons ou Sames. Pour autant, la Suède, à l'instar des pays européens les plus développés connaît depuis 1960 des courants d'immigration. En 1993, sur 8,8 millions d'habitants, 507 540 étaient des immigrés (dont 34% issus des pays nordiques). Par ailleurs, en 1995, on dénombrait 250 000 musulmans [16]. Le nombre de catholiques est limité et se stabilise autour de 120 000 fidèles (29 000 en 1960). Les catholiques sont globalement issus de l'immigration polonaise, italienne et lituanienne. Seuls 10 000 catholiques sont d'origine suédoise. Le nombre d'orthodoxes et membres des Églises orientales a crû de 10 000 à plus de 100 000, depuis 1960. En outre, la langue suédoise est un facteur de cohésion important dans l'approche culturelle de la Suède. En effet, l'appropriation du suédois est une condition nécessaire en vue de l'obtention de la citoyenneté suédoise mais aussi pour travailler. Ainsi, les immigrés doivent-ils consentir un effort certain pour maîtriser cette langue s'ils veulent s'établir durablement en Suède. Cette homogénéité culturelle favorise la cohésion nationale et d'une certaine manière la résistance à tout type d'invasion car elle facilite la mobilisation de la population à une cause (défense globale, opposition face à une superpuissance). Entre 1979 et 1991, plus de 85% des suédois adhéraient au concept de défense totale du pays. A ce titre, le caractère exhaustif de la défense civile est impressionnant. De plus, cette homogénéité laisse aussi augurer de l'improbabilité de luttes intérieures.

Ethniquement, les Suédois considèrent la Suède comme un pays scandinave, nordique et d'Europe du Nord. Elle appartient au *Norden* [17], concept méconnu, au même titre que la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande et les trois territoires autonomes des îles d'Åland (finlandaises), des îles Féroé (danoises) et du Groenland. Ces entités forment le Conseil nordique. Le luthéranisme est le courant protestant majoritaire dans le *Norden*. Les liens entre les pays scandinaves sont importants. La Norvège et la Suède formèrent une union d'Etats depuis 1814 à 1905. De plus, la Finlande appartient au royaume suédois de 1323 à 1809.

2.1.2. La solidarité : pierre angulaire de la société suédoise

Le modèle suédois s'est certes rapidement développé sous l'impulsion de la social-démocratie au XXème siècle, cependant il semble qu'il soit bâti sur un terrain de valeurs scandinaves, socialistes mais surtout luthériennes assimilées. En effet, la société rurale suédoise du Moyen-Age était organisée en *bruk*. Il s'agissait d'un ensemble diversifié d'unités de production appartenant à un propriétaire et dans lequel les membres du *bruk* offrent leur travail en échange du logement, de la nourriture, de l'éducation, de l'exercice du culte, des soins médicaux et de l'assistance à la vieillesse. D'évidence, le devoir de charité chrétienne du luthéranisme renforça le ferment de la solidarité déjà présente dans le royaume de Suède.

La devise suédoise « liberté, égalité, sécurité » inspirée par la révolution française a été remplacée au XXème siècle par « solidarité, égalité, bien-être ». A la liberté s'est substituée la solidarité, notion bien plus importante dans le discours luthérien que la liberté elle-même. En effet, la liberté individuelle nécessite avant tout la réalisation des conditions propices à l'exercice de liberté. Par conséquent, c'est bien la solidarité du corps social tout entier qui garantit l'obtention pour chacun des membres du groupe d'un minimum de sécurité et de bien-être matériels. Cette exclusivité luthérienne de la notion de solidarité doit être nuancée par une revendication également purement socialiste. Néanmoins, l'acceptation commune du primat du collectif (et donc de la solidarité) sur l'individu tend à prolonger le discours luthérien dans la social-démocratie suédoise. L'individualisme pur tel qu'il peut être perçu aux Etats- unis,

promu d'une certaine manière par les idées calvinistes, est totalement rejeté et moralement condamné en Suède. En effet, l'individualisme pur ne produit que de l'inégalité et donc de l'injustice incompatibles avec le modèle sociétal suédois.

La solidarité est intimement liée à l'égalité. Son aspect économique se traduit par le système d'imposition très lourd, en Suède, qui consiste à réaliser l'égalité économique des différentes catégories des salariés en atténuant les disparités salariales. Le taux maximal d'imposition en Suède se situe aux alentours de 57% (impôts publics et locaux confondus), soit un des plus lourds au sein des pays industrialisés. De plus, cet impôt est directement prélevé à la source. D'autres directives ont été adoptées en vue de promouvoir l'égalité, telle que l'emblématique abandon du vouvoiement dans les administrations en 1968. Par conséquent, tout cela a conduit, dans la deuxième partie du XXème siècle, à l'émergence d'une certaine morale s'efforçant de gommer tous les signes extérieurs de richesse. Cette morale est largement inspirée de l'esprit luthérien de l'humilité et de l'égalité.

La notion communément partagée par les pays du monde du modèle suédois, comme une organisation sociale performante, est celui du prototype de la société moderne comme concept *ex nihilo* imposé par les socio-démocrates à la population suédoise. Ceci est total réfuté par les suédois qui affirment que les particularités de leur société sont le fruit d'une conjonction de leur histoire et de leur culture. Per Gyllenhammar déclare « *Cependant trois valeurs positives et bien réelles caractérisent la société suédoise : une conscience et une responsabilité sociales ainsi qu'une authentique solidarité nationale* [18] ».

2.1.3. Le bien-être et la sécurité : concepts sociaux - démocrates d'origine luthérienne

De nombreux hommes politiques et économistes ont identifié le modèle économique suédois comme celui d'un Etat-providence dans lequel l'Etat intervient activement dans la direction et l'orientation de l'économie et fournit des prestations économiques et sociales. En suédois, la notion d'Etat-providence peut être traduite par *välfärdstat*. Le modèle *välfärd* suédois se fonde sur la nécessité de corriger les inégalités sociales engendrées par le capitalisme, en affectant une partie significative des ressources créées par celui-ci au bien-être social. L'objectif du modèle suédois, fondé sur la mise en place d'un réseau de services sociaux avancés, est de fournir à chaque citoyen l'éducation, l'emploi, le logement, le service de santé et la sécurité matérielle. Il s'agit d'une intervention universelle : tous les Suédois ont droit aux mêmes prestations. Par conséquent, d'une certaine manière, l'Etat intervient pour garantir « la capacité pour chaque fidèle à développer sa personnalité et ses dons naturels donnés par Dieu et destinés à augmenter sa gloire ».

Modelant le système socio-économique, le concept de *trygghet* s'inspire totalement du courant protestant en général et luthérien en particulier. *Trygghet* est difficilement traduisible en français mais peut se rapprocher de la notion de sûreté et de la sécurité. Dominik Birman définit ce concept comme « *un concours de circonstances matérielles et psychologiques engendrant un état de fait, une situation donnant à l'homme un sentiment de détente, de tranquillité, de sécurité, de confort même, indispensables pour mener une vie normale* [19] ». Il s'agit donc de garantir à tout Suédois les conditions minimales de vie, tant matérielles qu'immatérielles, à un niveau acceptable de sorte qu'il puisse entièrement concentrer ses efforts à son activité majeure et à sa famille. Ce concept, clé de voûte de la social-démocratie, prolonge le concept de *välfärd* qui renforce la solidarité et donc l'égalité mais surtout met en place les conditions propices pour que le Suédois contribue au développement de la Suède et

de son peuple. Ceci est la transposition temporelle de la mise en place des ressources minimales au fidèle pour qu'il puisse en permanence augmenter la gloire de Dieu.

Le concept de *trygghet* qui a façonné la société suédoise durant la deuxième moitié du XXème siècle contribue de manière significative à démontrer que la social-démocratie, en place durant quarante quatre années consécutives, semble sinon prolonger du moins puiser une grande partie de ses valeurs dans le luthéranisme. Il est d'ailleurs particulièrement intéressant de noter que l'apparent déclin actuel de la religion luthérienne en Suède (1,5% de pratiquants à Stockholm) va de pair avec celui des sociaux-démocrates. Le discours des conservateurs, qui ont gagné les dernières élections au *riksdag* (le parlement), remettait en cause profondément le concept de *trygghet*.

2.2.UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET DÉMOCRATIQUE ORIGINAL

Bien qu'animés des idées socialistes, les sociaux-démocrates semblent agir selon les préceptes luthériens dans la construction d'un modèle économique dont la place accordée au travail et à la formation permanente sont prépondérantes. Par ailleurs, *l'idéal-type* de l'ingénieur et du gestionnaire énoncé par Max Weber semble s'imposer en Suède, pays du pragmatisme et du consensus.

2.2.1. Caractéristiques de l'économie suédoise

Les ressources naturelles de la Suède à savoir le bois, le minerai de fer et l'hydroélectricité ont initié le développement du secteur industriel. L'industrie se concentre essentiellement autour de la sidérurgie, de la production du papier, de la construction navale et automobile. Par ailleurs, conformément au précepte protestant de *l'idéal-type* de l'ingénieur, le secteur de la haute technologie est particulièrement prégnant. L'économie suédoise est quasiment toute entière dévolue à la production de biens à forte valeur ajoutée (SAAB, VOLVO, ABB, BOFORS....).

Les investissements suédois en Recherche et Développement, plaçant la Suède dans le peloton de tête mondial, attestent aussi de l'imprégnation de cette notion protestante au niveau macroéconomique. A titre indicatif, les Nations unies estimaient, en 1992, que sur les 35 000 multinationales recensées dans le monde, 2 700 avaient leur siège en Suède. Un ratio de 8% à mettre en perspective avec celui concernant la population suédoise, soit 0,5% de la population mondiale.

Une des plus fameuses sociétés suédoises, en Europe et dans le monde, IKEA, fait de son créateur, Ingvar Kamprad, particulièrement discret et simple (précepte protestant) l'homme le plus riche d'Europe. Par ailleurs, 90% de l'appareil de production suédois est privé. Ce qui peut sembler paradoxal au regard des principes socialistes de la social-démocratie qui a régné en Suède durant la plus grande partie du XXème siècle mais qui s'explique aussi par le code de valeurs suédois. Au plan économique, les luthériens suédois ont développé tardivement leur économie. Historiquement, les piétistes luthériens allemands [20] ont introduit une vision nouvelle de l'économie qui s'est imposée progressivement dans les pays scandinaves et en particulier en Suède. Originellement, Luther ne considérait pas utile de développer ce secteur dans la mesure où le fidèle devait se suffire du métier que Dieu lui avait donné. Le piétisme est un mouvement religieux fondé par le pasteur protestant luthérien de Francfort, Philip Jacob Spener (1635- 1705). La doctrine piétiste peut se synthétiser de la manière suivante :

convaincus du trop grand formalisme dans la pratique religieuse, les piétistes privilégient davantage la pratique individuelle de la prière ainsi que la prise de parole pour analyser les Saintes Ecritures. Le piétisme qui a donc tendance à « couper » le fidèle de la communauté va par conséquent d'une certaine manière introduire une forme de capitalisme dans le luthéranisme. Ainsi, au XIX^{ème} siècle, un nouvel essor économique va animer la Suède. Pour autant, il faut bien se garder à ce niveau de l'étude de simplifier à outrance la vitalité de l'économie suédoise en l'associant aux idées de Max Weber. En effet, la notion du travail pour les calvinistes et les luthériens est fondamentalement différente dans la mesure où les premiers ont la nécessité de progresser afin de percevoir d'hypothétiques « certitudes de prime de salut » alors que les seconds se satisfont du métier qui leur a été attribué par Dieu.

2.2.2. L'importance du travail et de la formation permanente

Fortement imprégnés du discours luthérien, les théoriciens du modèle suédois estiment que la transformation de la société ne sera pas le fruit de la fin de l'histoire ou de la révolution mais que c'est bien par le travail que toute la communauté toute entière peut réaliser le modèle suédois. Olof Palme affirmait que « *le travail constitue le fondement de tout bien-être et la volonté de travail du peuple est la ressource la plus importante de la nation* [21] ». Par ailleurs, le modèle suédois considère tout chômeur comme un échec du système. En effet, l'éducation publique et gratuite, la garde des jeunes enfants, la formation continue pour les adultes alliée à une politique active de l'emploi concourent, entre autres, à offrir à chaque Suédois « le travail du métier » indispensable pour Luther dans la relation qui lie le fidèle à Dieu. Le chômage, indicateur de la vitalité économique d'un pays, a toujours été relativement bas. Jusqu'en dans les années 1980, il n'avait jamais excédé les 4%. Ce chiffre bas doit être nuancé dans la mesure où la Suède a connu une longue période de quasi plein-emploi mais aussi car près de 90% des chômeurs participaient à des programmes de formation et d'insertion. Ces programmes regroupés au sein des *folkhögskola* (148 écoles) et des *komvux* (au moins 1 au sein des 290 communes) – hautes écoles populaires, écoles pour adultes, cours du soir, recyclages- sont une spécificité scandinave d'essence luthérienne. Ces écoles se sont progressivement mises en place en Suède, à la fois, sous l'impulsion des ligues et des mouvements populaires inspirés par le pasteur danois Gruntvig ainsi qu'au XX^{ème} siècle par l'action publique des sociaux- démocrates. Leur but est de fournir à chaque adulte volontaire la possibilité d'apprendre théoriquement et pratiquement un métier ce qui permet soit de mettre à jour des connaissances, soit de changer de métier. En 1980, près de 140 000 adultes suivaient ces formations. L'importance de l'éducation promue par les sociaux- démocrates puise aussi sa source dans le luthéranisme. Pour un pays à faible démographie, il est remarquable de disposer de 3 grandes universités reconnues mondialement. Outre l'université relativement récente de Stockholm, celles d'Uppsala et de Lund [22] sont fameuses et très anciennes, elles constituent aussi le berceau du luthéranisme suédois. Les élites suédoises ont étudié dans ces universités prestigieuses. Par conséquent, l'empreinte permanente et visible dans la société moderne suédoise s'explique en partie par des années d'enseignement toujours teinté directement ou indirectement du luthéranisme.

Si le travail permet de transformer la société, il apporte aussi à l'homme sa dignité, et cette idée fonde à elle seule la très performante politique de l'emploi (flex-sécurité) du modèle suédois. Mais le travail en tant que valeur fait aussi partie du code moral de la société où il est mal vu de perdre du temps à jouir de l'existence. La morale suédoise n'admet ni le relâchement ni la paresse y compris pendant les loisirs. Ces derniers se doivent d'être

consacrés en particulier à la politique, à des activités syndicales, aux participations aux différentes ligues et mouvements populaires ou encore à des cours du soir. En outre, les Suédois, y compris dans leurs loisirs et surtout dans leurs activités sportives, se fixent des objectifs de performance et d'excellence. La pratique du sport qui est largement développée en Suède est significative de la nécessité de vouloir se dépasser. Il s'agit presque d'une transposition du métier dans le loisir. Il est particulièrement étonnant de constater que cette notion de travail voire de souffrance soit aussi visiblement marquée dans la pratique sportive. Une des meilleures équipes du sport national - le hockey sur glace - Färjestad, possède une devise : *Stort hjärta, stort arbete* qui se traduit par « Cœur énorme, travail énorme ».

Cependant, les Suédois, pragmatiques et méticuleux, sont aussi largement enclins aux tourments moraux et au remords. Le taux de suicide en Suède est un des plus élevés dans les pays industrialisés. En 1980, le ratio constaté s'établissait à 19,4 [23] suicides pour 100 000 habitants. Celui du Japon était de 17,6. Il serait facile et dangereux d'oser considérer ce mal-être comme une des conséquences de la religion protestante et luthérienne en particulier. Pour autant, d'une part la méconnaissance individuelle des signes du salut doublée de la primauté de la collectivité qui « écrase » l'individu et d'autre part la pression de la morale luthérienne interdisant toute forme de plainte pourraient contribuer à expliquer ce phénomène. Régis Boyer met en exergue cette « souffrance » : « *Y-a-t'il un malaise ontologique des sociétés du Vålfarstad ? En poussant les choses à l'extrême, on serait tenté de prétendre que l'individu y est soumis à une alternative dramatique : vivre séparé (filmographie de Bergman) ou s'intégrer jusqu'à souffrir de l'angoisse du péché social (héritage laïcisé du vieux puritanisme)* ». [24]

2.2.3. Pragmatisme et compromis

Le code de valeurs du modèle suédois, à la différence de certains modèles proposés dans le monde, est du domaine du possible et du quotidien. Il est toujours guidé par l'efficacité en vue d'atteindre un bonheur social tangible. Ainsi, n'est-il pas étonnant que la mentalité suédoise privilégie davantage le pragmatisme que le pur intellectualisme. Elle peut se montrer aussi idéaliste mais toujours en proposant concrètement des projets et des solutions.

Le pragmatisme suédois consiste à déterminer la solution la plus viable et la plus efficace à un problème de tout ordre qui nuit à la réalisation des idéaux de la collectivité.

Ce « sens du concret » se retrouve dans bien des pans de la politique intérieure de la Suède. La constitution des nombreuses commissions - *utredningar* - illustre l'impérieuse nécessité de déterminer la solution applicable face à un problème donné pour le bien de la Nation. Par ailleurs, la préférence du concret à l'intellectualisme se manifeste significativement dans le choix du modèle économique adopté par les socialistes après leur prise de pouvoir dans les années 1930. Ils ont rejeté toute idée révolutionnaire de redistribution et de nationalisation mais ils ont plutôt promu un réformisme réaliste en collaborant étroitement avec les dirigeants capitalistes en vue de rationaliser les ressources. Cet apparent paradoxe peut, en partie, s'expliquer par la notion luthérienne d'entière obéissance à la loi ainsi qu'aux autorités constituées. Bien qu'animés de l'idéal socialiste, les sociaux-démocrates n'étaient pas moins imprégnés de par leur culture et leur éducation d'une telle notion qui leur interdisait « un grand soir ». Cette transformation initiale de la société suédoise est suivie de multiples réformes. Par conséquent, les sociaux-démocrates semblent appliquer le précepte luthérien «

Ecclesia semper reformanda » qui intime à l'Église se réformer sans cesse pour s'adapter. Le besoin permanent de la recherche de l'efficacité pousse les Suédois à largement valoriser la mentalité de l'ingénieur ou du gestionnaire. En effet, tous les deux s'inscrivent dans la notion luthérienne de la vocation et du métier dans la mesure où comme le précise Åke Daum « *l'ingénieur s'applique à rechercher des manières d'agir efficaces, rapides, pragmatiques, supposant une certaine retenue affective, une discipline de travail et déniait toute influence aux sentiments* [25]. ». A ce titre, la Suède compte bien plus d'inventeurs et de scientifiques (Nobel, Celsius) que de grands penseurs ou philosophes. Néanmoins, force est de constater que l'héritage scandinave et luthérien est malgré tout aussi prégnant parmi les rares auteurs suédois connus internationalement au XX^{ème} siècle. Dans « le merveilleux voyage de Nils Holgersson » publié en 1907, internationalement diffusé, Selma Lagerlöf propose l'exaltation de la Suède à travers ses provinces, de la Scanie au Norrland. Elle rend compte d'une société où régissent les valeurs de loyauté, du respect d'autrui et du goût du travail. Le respect d'autrui est une valeur clé dans les sociétés scandinaves. Concomitamment à l'arrivée au pouvoir des sociaux- démocrates en Suède, la notion de *jantelagen* (loi d'égalité) développée par l'auteur danois Aksel Sandemose, en 1933, dans « *En flyctning krysser sitt spor* » s'est imposée de manière diffuse dans l'ensemble de la société suédoise. Cette *jantelagen* qui s'adresse à chaque individu comprend dix règles de vie qui pourraient se synthétiser comme suit : « Ne pense pas que tu sois un être spécial ou que tu sois supérieur aux autres ! ». Indubitablement, la *jantelagen*, élément constitutif du code moral suédois, prolonge les valeurs luthériennes d'humilité et d'égalité. En outre, il est également important de décrire et de souligner l'importance de la notion de *lagom* dans cette analyse introductive à la notion de consensus et de compromis. En effet, d'origine étymologique non connue précisément, l'adjectif *lagom* définit presque à lui seul la mentalité suédoise qui privilégie la modération dans les propos et dans les actes. *Lagom* qui est intraduisible littéralement en français peut se comprendre comme une juste modération dans les paroles et dans les actes. Un proverbe suédois indique la primauté de cette notion dans la morale suédoise : « *Lagom är bäst !* », soit « La modération est la meilleure vertu ! ». Ainsi, introduit, le compromis est un corollaire du pragmatisme. Le compromis pousse les Suédois à choisir des solutions conciliantes plutôt que de rester fidèles à des positions idéologiques tranchées. Cela est à relier avec les processus démocratiques caractérisés par les *utredning* et le *remiss*. Ils constituent des processus originaux, à la fois, très pragmatiques en tant qu'adaptation nécessaire au faible volume en personnel des ministères mais aussi très symboliques du code de valeurs suédois. En effet, hérités vraisemblablement de l'organisation agraire et socio- économique des *bruk*, ces outils décisionnels semblent être largement imprégnés des principes luthériens. L'*utredning* ou commission royale d'enquête est une commission constituée d'experts scientifiques et administratifs qui est chargée d'établir un rapport destiné au *riksdag*. Ce dernier le diffuse alors aux organisations publiques et privées qui sont directement ou indirectement impliquées dans la mise en œuvre. Elles amendent ou valident les conclusions du rapport et le retournent au *riksdag*. Tout citoyen suédois peut se procurer le rapport et y apporter des modifications. Ce processus de démocratie participative se nomme le *remiss*. Par ailleurs, animés de la même volonté pragmatique de rechercher la meilleure solution à un litige, les Suédois, dès le XIX^{ème} siècle, ont créé l'*ombudsman* ou médiateur. Un *ombudsman* est une personne indépendante et objective qui enquête sur les plaintes des individus contre les organismes gouvernementaux et autres organisations, tant du secteur public que privé. Après un examen approfondi et impartial, il détermine si la plainte est fondée et formule des recommandations à l'intention de l'organisation afin de régler le problème.

Le modèle suédois et son code de valeurs ont certes été édifiés de la fin des années 1930 aux années 1970 par une élite, pour autant l'ensemble de la société y a adhéré sans heurt et presque spontanément. C'est bien que les idées et les notions plutôt socialistes mises en exergue, n'ont pas dans un sens été imposées par l'extérieur mais qu'elles se sont révélées de l'intérieur par l'adaptation permanente de valeurs plus anciennes : l'héritage scandinave et luthérien. La solidarité peut être considérée comme la valeur la plus importante au sein de la société suédoise. Elle garantit l'unité du corps social tout entier qui constitue un *folkhem*, un véritable foyer du peuple. Ce sentiment d'unité, favorisé durant des siècles, par une homogénéité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, s'est renforcé au XX^{ème} siècle par la diffusion, l'imprégnation intime et l'adhésion aux valeurs de la social- démocratie. Cette large diffusion a procédé du système éducatif, du discours de politique intérieure via les medias mais aussi de celui de la politique étrangère, véritable porte voix de la promotion des valeurs suédoises à l'attention du monde.

TROISIÈME PARTIE : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA SUÈDE AU PRISME DU LUTHÉRANISME

La culture politique de la Suède est particulièrement utile à la politique étrangère qu'elle promeut spécialement dans ses composantes luthérienne et socialiste. Ces deux orientations vont dans le sens d'un indéniable esprit de missionnaire qui a poussé le pays malgré sa dimension démographique et stratégique à prendre une part active dans les relations internationales. Comme le souligne Nathalie Blanc-Noël, « *la Suède est le seul Etat neutre idéologue, ayant un enseignement à diffuser dans le monde* [26] ». Les valeurs du modèle suédois, la solidarité, l'égalité, le bien-être et la sécurité d'inspiration luthérienne et ayant largement irrigué tous les pans de la vie sociale suédoise, semblent se retrouver naturellement au cœur des activités et des discours internationaux de la Suède au XX^{ème} siècle. Cette dernière partie va s'attacher à démontrer que la défense des valeurs de solidarité et d'égalité trouve un écho particulier auprès des pays du tiers-monde, notamment au travers de la politique suédoise d'aide au développement. Par ailleurs, la Suède a vocation au XX^{ème} siècle à moraliser les relations internationales en s'appuyant, entre autres, sur le concept original de neutralité active, véritable outil à géométrie variable.

3.1. L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT : SYNCRÉTISME DU LUTHÉRANISME

L'aide au pays du tiers-monde puis aux pays défavorisés (changement récent de vocable) constitue toujours une place centrale dans la politique étrangère de la Suède. Elle permet à cet Etat « neutre » d'asseoir son influence dans le monde et en particulier en Afrique. Cette capacité d'influence est remarquable eu égard au poids démographique, militaire et politique de la Suède au sein de la communauté internationale. Ce volet important de la politique étrangère suédoise est apparemment directement influencé par le luthéranisme. En effet, historiquement, la prise de conscience mondiale des Suédois et leur ouverture « humanitaire » est de la responsabilité des pasteurs et des fidèles des nombreuses missions et associations luthériennes. De plus, les moyens engagés tant pour la fourniture de l'aide que de la diffusion du discours politique sont en partie fournis par les organisations religieuses. Enfin, les objectifs de l'aide au développement semblent être marqués par l'empreinte du luthéranisme.

3.1.1. Les prémisses d'une prise de conscience collective

Outre la manne financière publique accordée aux pays défavorisés, la politique étrangère suédoise s'appuie également, au XXème siècle, sur un réseau associatif dense et religieux à l'étranger mais aussi sur de nombreuses organisations non-gouvernementales (églises, syndicats, organisations de jeunesse, partis politiques, etc.). Dès le XIXème siècle, les missions suédoises se sont implantées dans les pays du Sud. En particulier, sur le continent africain, la *Svenska Kyrkans Mission* (mission de l'Église nationale luthérienne), la *Fosterlands Sifstelsen* (société missionnaire évangélique) et la *Bibeltrogna Vänner* (association des fidèles à la Bible) ont pénétré les pays dans lesquels l'influence britannique était marquée. La Mission de l'Église de Suède (SKM) est l'unique organisation officielle en réponse à l'appel de porter l'Évangile en dehors des frontières du pays. Fondée en 1874, deux années plus tard les premiers missionnaires sont envoyés en Afrique du Sud et en Inde. Peu à peu suivirent pasteurs, médecins, infirmières, éducateurs ainsi que des représentants d'autres professions pour collaborer avec les églises établies en Chine, au Zimbabwe et en Tanzanie. SKM coopère avec de nombreuses églises sœurs et organisations œcuméniques en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. C'est à la demande des églises du tiers-monde que SKM contribue financièrement et par l'envoi de personnel. L'action missionnaire s'oriente dans trois directions : l'évangélisation et le travail paroissial, le service sanitaire et l'aide éducative. Il s'enrichit progressivement de la mission en milieu urbain, de la formation théologique, du travail de jeunesse et du dialogue inter-religieux. De nombreux missionnaires ont ainsi érigé des églises mais surtout ont développé un système scolaire dans des pays tels que l'Erythrée et l'Abyssinie (Ethiopie actuelle), en Zambie, au Zimbabwe, en Namibie, en Ouganda, ainsi qu'au Kenya et en Tanzanie. Ces pays étaient en partie administrés par les britanniques anglicans appartenant au même courant religieux que les Suédois. Les missionnaires suédois, pragmatiques et réalistes, se gardaient bien d'essayer de s'implanter dans les pays dont l'influence française et catholique était plus prégnante. Cependant, des exceptions existent, fidèle à sa vocation, la *Svenska Missionsförbundet* (Église Congrégationaliste Évangélique Missionnaire de Suède) envoie ses missionnaires au bassin du fleuve Congo vers 1888 (du côté du Congo-Belge). En 1909 le missionnaire Hammar crée le premier poste missionnaire du Congo-Français à Madzia. C'est le début, au Moyen Congo, de l'œuvre d'évangélisation de la Mission Évangélique Suédoise, avec le concours d'autres églises missionnaires scandinaves qui aboutira à la naissance de l'Église Évangélique du Congo. La prédication de l'évangile, la création de postes missionnaires, des écoles et des centres de santé, l'alphabétisation et la formation de l'élite protestante forment le socle de l'action des sociétés missionnaires scandinaves au Congo (Afrique Equatoriale Française - Moyen-Congo et République du Congo) entre 1909 à 1961. L'action des missions suédoises fut diffusée et amplifiée par les relais officiels tant religieux que politiques suédois. Ainsi, est-il permis d'affirmer que l'ouverture de la Suède au monde, au-delà de la Scandinavie et de la Baltique, est directement du fait des courants protestants, en particulier, luthériens nationaux. De plus, ces mêmes courants ont largement contribué à sensibiliser les suédois aux problématiques humanitaires.

3.1.2. L'importance des missions luthériennes

Le mouvement missionnaire suédois relativement ancien et important constitue un relais qualitatif des acteurs publics suédois pour promouvoir l'aide au tiers-monde. En effet, dans les années 1950, lorsque la Suède et les sociaux-démocrates au pouvoir initient ce volet de leur politique étrangère, ils peuvent s'appuyer sur les structures centrales, nationales et à l'étranger, des missions. Par conséquent, les Suédois ont pu d'emblée disposer des ressources nationales financières et des moyens des missions (personnel compétent doté d'une expertise

avérée et réseaux logistiques et de communication) pour mettre pratiquement en application les discours idéalistes des dirigeants. En 1952, la *Svenska Kyrkans Mission* diffusait à 40 000 exemplaires un bulletin d'information, elle produisait des documentaires de télévision et relayait son action dans les écoles et les universités. Par conséquent, la Suède, d'une manière pragmatique, a su rapidement gagner en crédibilité tant auprès des autorités des pays défavorisés que des plus hautes instances internationales. De plus, cette crédibilité a nourri le discours social-démocrate en Suède- même. D'une manière, bien plus visible ici, l'empreinte du luthéranisme dans la politique étrangère de la Suède semble indubitable. Dès les prémises de l'aide suédoise aux pays défavorisés, les meilleurs experts dont disposait le royaume étaient les missionnaires luthériens. Aussi ont-ils pris part activement tant à la définition politique de cette aide qu'à sa réalisation concrète sur le terrain au sein des organisations étatiques. Les liens entre les missions et le gouvernement sont importants comme précédemment évoqués dans la première partie. Des représentants des missions religieuses siègent depuis les années 1950 au sein du bureau de l'agence suédoise pour l'aide au développement international (SIDA). L'influence de l'Église nationale suédoise dans ce pan de la politique étrangère suédoise est reconnue et le pouvoir des évêques est particulièrement visible. D'ailleurs, lors de la crise économique de 1984, le gouvernement proposa de réduire significativement l'aide financière octroyée aux états défavorisés. Les évêques luthériens entamèrent une grève de la faim, la population se mobilisa et le gouvernement céda. Pour autant, cet apport concret des missions est quantitativement limité. Par conséquent, initialement, la Suède se tourne naturellement vers les organisations internationales (ONU, FAO, OMS, UNICEF, Banque mondiale, etc.) comme vecteurs efficaces et visibles pour l'action d'un pays neutre. Cependant, dès les années 1960, la Suède réduit sa contribution dans certaines organisations en protestation à l'inaction de certains pays industrialisés. Dès lors, elle préfère agir directement par la signature d'accords bilatéraux pour dispenser l'aide au développement.

3.1.3. Les objectifs de l'aide au développement : exportation des valeurs luthériennes

La politique étrangère suédoise au XXème siècle vise à améliorer le sort de l'humanité grâce au partage et à la diffusion des valeurs telles que la liberté, la justice et la solidarité. L'adhésion à ces valeurs doit conduire le monde à la paix. A la différence des valeurs de justice et de solidarité, la liberté constitue une valeur qui est davantage promue à l'extérieur de la Suède qu'elle ne l'est à l'intérieur. Pour autant, le principal artisan de la politique étrangère suédoise au XXème siècle, le premier ministre [27] Olof Palme, ajoutait une condition au principe de liberté qui garantit la cohérence du code de valeurs développé en Suède. En effet, il indiquait qu'il est absolument nécessaire d'adjoindre au concept de liberté l'obtention au préalable de conditions purement matérielles : « *Comment un homme peut-il faire l'expérience de la liberté s'il est dans la misère [28] !* ». Par conséquent, la marque du luthéranisme prolongée par les valeurs de la social- démocratie se retrouve dans le discours de politique étrangère suédoise. L'idée égalitaire consistant à garantir au fidèle un minimum de ressources et de services pour se dévouer à la plus grande gloire de Dieu se diffuse aussi à l'étranger. Cette vision concrète est originale dans la mesure où elle ne cantonne pas les droits de l'homme dans le formel et le conceptuel mais bien au contraire dans le réel. Ainsi, la Suède par le discours et par les actes promeut la justice économique et sociale comme outil indispensable préalable à la liberté. Il s'agit donc de fournir à tout individu, un minimum de *välfärd* et de *trygghet* pour qu'il puisse tout d'abord faire l'expérience de la liberté. Ce socle de valeurs, d'essence luthérienne, déjà mis en place au sein de la société suédoise a vocation à être diffusé au reste du monde. Par ailleurs, il est aussi intéressant de noter que le primat du bien-être et

de la sécurité demeure pérenne dans la politique étrangère suédoise. En osant un parallèle, les Suédois élargissent le principe luthérien d'égalité des fidèles à celui d'une relative égalité économique des Nations. Le premier vise à augmenter la gloire de Dieu, le second vise à consolider voire à instaurer la paix. La paix, pour les Suédois, n'est pas uniquement l'absence de guerre mais aussi la stabilité dans les relations internationales.

L'action de la Suède dans sa politique étrangère, notamment au profit des pays défavorisés, se fonde à la fois sur la diffusion de son code de valeurs - l'idéalisme - et sur ses méthodes pour les mettre en œuvre - le pragmatisme. Les buts officiels de l'aide suédoise sont la croissance économique, l'égalité économique et sociale, l'indépendance économique et politique et le développement de la démocratie. Le premier et le deuxième objectif sont directement issus du concept du *trygghet*, précédemment explicité, mis en œuvre au sein de la société suédoise. Désormais ce concept national est transposé au niveau international : il s'agit d'agir en vue de permettre à un état défavorisé de se développer économiquement et socialement afin de procurer à chacun de ses citoyens un niveau de vie acceptable. La Suède entend donc exporter le principe majeur de son code de valeurs : la solidarité. Elle propose d'agir de telle sorte de fournir aux pays défavorisés les conditions minimales de ressources pour assurer leur développement. Elle entend ainsi au niveau international réitérer ce qu'elle met en œuvre nationalement à savoir atténuer les disparités sociales. Cette action se traduit internationalement comme une volonté d'agir pour « gommer » la différence des classes entre les Etats. Les gouvernements sociaux-démocrates puis « bourgeois [29] », depuis 1946 jusqu'en 1999, ont véritablement mis en application ce concept au niveau international en allouant une conséquente et permanente part de leurs ressources. Depuis les années 1970, la Suède figure parmi les 3 ou 4 plus gros donateurs au monde en pourcentage du produit national brut, elle y consacre 1% (0,7 % en moyenne pour les autres pays industrialisés) de son produit national brut (PNB), soit l'objectif fixé par l'ONU. Par ailleurs, il est également intéressant de constater que les 3 autres plus gros contributeurs en pourcentage de leur PNB sont la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas de confession majoritaire protestante luthérienne pour les deux premiers et calviniste pour le dernier.

L'action internationale de la Suède au profit des pays défavorisés semble relever des valeurs luthériennes qu'elle promeut et qu'elle met en œuvre à l'intérieur de ses frontières. Le rôle des missions luthériennes fut primordial dans la mesure où elles ont d'une certaine manière ouvert le « champ de vision suédois au-delà de la Baltique et de l'Europe ». Mais surtout, ces missions ont permis d'initier un volet significatif de la politique étrangère de la Suède, au XX^{ème} siècle : l'aide au développement. En effet, d'une certaine manière, libérée géographiquement du concept de neutralité active (face aux 2 grands blocs et face à l'Europe), la Suède, au XX^{ème} siècle, dispose d'une liberté d'action accrue dans les espaces physiques des pays du tiers-monde pour promouvoir la réalisation d'un monde meilleur dont elle souhaite l'avènement. Pour autant, il ne faut pas se méprendre, la Suède agit internationalement pour en retirer un bénéfice : le pragmatisme suédois.

3.2. LA NEUTRALITÉ ACTIVE ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Le concept original de « neutralité active », pierre angulaire de la politique étrangère suédoise, est théorisé au XIX^{ème} siècle. Mis en œuvre par les sociaux-démocrates, son apogée se situe durant la « Guerre froide » (1947-1990). L'adhésion de la Suède, en 1995, au sein de l'Union européenne marqua la fin de la « neutralité active » pour autant la Suède continue à

prôner la « non alliance », en particulier, au sein de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). De plus, la neutralité en cas de conflit n'est pas remise en cause. Bien que le concept original de neutralité active réponde à des intérêts stratégiques, il est pertinent de déterminer l'influence du luthéranisme dans son adoption consensuelle. Outre l'aide internationale, deux autres aspects sont mis en exergue dans la politique étrangère suédoise au cours du XXème siècle : le désarmement ou le contrôle des armements et la critique d'autres acteurs internationaux. La politique étrangère suédoise se conçoit davantage comme une politique internationaliste plutôt qu'internationale. Dans ce cadre, l'empreinte du luthéranisme semble marquer l'aspect moralisateur de la Suède dans les relations internationales. Par ailleurs, la perception qu'ont les Suédois de leur place dans l'Europe a progressivement évolué au XXème siècle.

3.2.1. Un concept pragmatique : la neutralité active

Depuis 1814, courte guerre contre la Norvège, la Suède n'a depuis pris part à aucun conflit armé. Le principe suédois de la neutralité est sans fondement juridique mais de nature coutumière. La définition officielle de la politique suédoise de neutralité est « *alliansfrihet på fredstid, syftande till neutralitet i krig* », c'est-à-dire la non appartenance à des alliances en temps de paix visant à la neutralité en temps de guerre. Initialement, outil politique pour préserver la Suède des conflits impériaux, la neutralité s'impose progressivement comme le fondement de la politique étrangère suédoise au XXème siècle jusqu'en 1995. Ce concept de neutralité active est un outil à géométrie variable dans la mesure où il garantit à la Suède, une sécurité appréciable dans sa position géographique stratégique et une liberté d'action accrue pour développer son influence internationale, notamment comme évoqué précédemment dans l'aide au développement. Certes, cette neutralité fut éprouvée lors des deux conflits mondiaux, en particulier entre 1939 et 1945. En effet, l'absence de fondement juridique de la neutralité a certainement plaidé pour un certain laxisme voire une attention particulière aux doléances des luthériens prussiens et allemands, lors de ces conflits. Par exemple, l'application en Suède des lois promulguées en Allemagne en 1937 interdisant aux juifs d'exercer certaines activités libérales a été respectée. Par ailleurs, les épisodes concernant l'internement des résistants, le renvoi en Norvège notamment des déserteurs allemands, le passage des troupes allemandes sur le territoire suédois, le commerce du minerai de fer avec l'Allemagne mettent en porte à faux la notion de neutralité. Pour autant, cet outil diplomatique fut développé en réaction à l'évolution de l'environnement aux frontières suédoises. Historiquement, la Suède peut se prévaloir d'un passé de grande puissance. L'année 1721, date de la signature du traité de Nystad avec la Russie, marque la fin de l'extension d'un grand empire suédois dominant la mer Baltique, grâce à des possessions baltes et allemandes. La Suède perdit la Finlande en 1814 et l'union avec la Norvège fut dissoute en 1905. Dès lors, la Suède prit le parti sinon de rester libre, dans un environnement proche marqué par les menaces des empires russe et allemand, du moins de préserver son indépendance nationale, son identité propre et sa sécurité. Le concept de neutralité active qui prévaut au XXème siècle jusqu'à l'adhésion de la Suède à l'Union européenne semble être en partie d'essence luthérienne. Certes, il est indubitable que géographiquement la Suède était coincée entre les deux blocs, occidental (OTAN) et soviétique. En effet, elle partage, à l'est, une frontière avec la Finlande qui avait signé un traité d'amitié en 1948 avec l'URSS et à l'ouest, avec la Norvège, membre de l'OTAN. Pour autant, à la date où les théoriciens de la social-démocratie ont conceptualisé la neutralité à la suédoise, la pression géostratégique n'était pas aussi prégnante. Par conséquent, la neutralité pourrait en partie se fonder à partir des principes luthériens, substrat de la société suédoise. En effet,

pour Luther, l'homme politique doit fournir à tout administré les conditions essentielles pour qu'il puisse se dédier à Dieu : la nourriture, l'éducation et la défense [30]. La défense, pour Luther, se conçoit comme la mise en place de moyens et de mesures visant à protéger l'individu de toute agression en encourageant le moins de risques possibles. A cet égard, le concept original de la neutralité active répond aux exigences luthériennes. Le principe de neutralité en ce sens reprend le principe de *trygghet* décliné dans la politique intérieure. De plus, ce principe nécessite un soutien indéfectible du peuple tout entier, l'obtention d'un consensus est primordiale. Encore une fois, cette notion de nécessaire consensus reporte à l'idée sous-jacente, permanente et dictée par l'esprit du luthéranisme de la solidarité. Ceci est encore renforcé par le corollaire de la défense totale inhérente à la crédibilité de la neutralité. En effet, la solidarité et l'égalité des Suédois sont plus que jamais mises en exergue dans l'acte le plus symbolique et ultime qui consiste à se défendre en cas d'agression. A ce titre, il serait fallacieux de penser que la Suède soit une nation désarmée. Dans la décennie des années 1950, la Suède comptait plus de mille avions de combat. Sa puissance militaire aérienne d'alors la plaçait derrière la Grande-Bretagne et la France mais bien devant les autres pays européens. De plus, la Suède demeure la puissance militaire la plus importante de la Scandinavie.

3.2.2. Le discours et les actes moralisateurs de la Suède au sein de la communauté internationale

Le discours des politiques suédois, au XXème siècle, pour promouvoir une aide aux Etats défavorisés semble être dicté à l'aune des principes luthériens de solidarité, d'égalité et de culpabilité. En effet, une caractéristique de l'aide aux pays défavorisés mise en œuvre par la Suède tient dans la diffusion de la notion de culpabilité appliquée tant à son endroit qu'aux autres pays industrialisés. Comme le précise Nathalie Blanc-Noël, « *l'influence religieuse a façonné la morale suédoise au moule de la charité chrétienne, de l'humanisme et de la solidarité. Elle inspire aussi le sentiment de culpabilité qui se combine à la solidarité pour motiver l'aide. A la culpabilité générale d'une nation riche dont le développement a fait partie d'un processus censé avoir entraîné le sous-développement d'autres nations, s'ajoute une culpabilité spécifique, plus secrète : celle de la non-participation aux deux guerres mondiales, qui contribua à enrichir le pays [31]* ».

La Suède, par la teneur des discours de politique étrangère, semble procéder d'une humilité émanant du luthéranisme mais aussi dans un certain sens d'une forme de culpabilité ou du remords qui ne cesse d'accompagner le protestant luthérien tout au long de sa vie dans sa quête de recherche de son élection. Le premier ministre Olof Palme déclarait que « *les pays riches doivent aller au devant des pays pauvres ; ils doivent être capables de fonder la société future sur la solidarité et la justice. Faute de quoi ils se condamneraient chaque fois qu'ils parleraient de ces concepts.* ». A la lueur de cette citation, il semble que la politique étrangère suédoise soit davantage internationaliste qu'internationale, elle est donc particulièrement moralisatrice. En effet, la politique internationaliste est définie selon Kjell Goldmann [32] « *comme un désir d'améliorer les conditions générales par l'application de normes que l'on pense être universellement valides plutôt que de servir ses propres intérêts nationaux immédiats au mieux de ses capacités* ». Par conséquent, clairement dans la deuxième moitié du XXème siècle, la Suède, s'appuyant sur sa crédibilité tant dans ses actes que dans ses discours à l'endroit des pays non-alignés et du tiers-monde, s'en prend ouvertement aux grandes puissances ainsi qu'aux pays industrialisés. Forts de leur neutralité qui *de facto* leur accorde une certaine impartialité dans les affaires du monde, les dirigeants suédois n'ont pas hésité à

fustiger ouvertement et avec grandiloquence les Etats qui agissaient avec trop d'arrogance, qui dérogeaient au droit des peuples et au droit international et qui déconsidéraient certains Etats du tiers- monde. Olof Palme déclarait dans son fameux discours de Gävle, en 1965, « *des peuples, qui pendant des centaines d'années, ont vécu sous la domination et l'oppression étrangère exigent soudain leur liberté. Ils exigent qu'on leur donne leur propre terre (...). Pour ces peuples, le nationalisme est synonyme d'égalité. Et il est toujours lié au rêve d'une existence décente. La misère et la pauvreté sont épouvantables dans les pays d'Afrique et d'Asie (...). Mais ces peuples ont maintenant pris conscience de ce que la pauvreté n'est pas le fait du destin (...). La misère est une injustice liée aux structures sociales et économiques de la société (...). C'est pourquoi la lutte pour l'indépendance nationale est indissolublement liée à l'aspiration à la libération sociale et économique.* ». La Suède soutint des mouvements de libération nationale et considéra les guerres de libération comme des guerres moralement justes. A ce titre, la Suède protesta internationalement contre l'implication des Etats- Unis dans la guerre du Vietnam, surtout le premier ministre suédois, Olof Palme, participa à une manifestation de soutien au Nord- Vietnam ce qui entraîna une rupture temporaire des relations diplomatiques. Les différences pour ne pas dire les oppositions criantes entre les luthériens et les calvinistes qui ont traversé les siècles depuis la Réforme ne sont pas estompées au XXème siècle. Les positions véhémentes d'Olof Palme envers les Etats- Unis d'Amérique procèdent certes de la politique internationaliste suédoise mais certainement aussi du schisme, des divergences religieuses et culturelles des deux courants majoritaires du protestantisme. Lors du vote à l'assemblée générale des Nations - Unies, relatif à la guerre de Corée et statuant sur la poursuite ou non de la coalition au-delà du 38ème parallèle, la Suède s'abstint. Par conséquent, tant par la teneur des discours que par des actes particulièrement visibles, la Suède montre sa volonté de moraliser les relations internationales. L'implication significative de la Suède au sein de l'Organisation des Nations -Unies depuis sa création semble traduire, entre autres, la volonté d'insuffler une moralité d'essence luthérienne au sein de la communauté internationale. Dag Hammarskjöld, l'emblématique successeur du premier secrétaire général des Nations - Unies [33], œuvra durant deux mandats (1953- 1961) à défendre la paix, en particulier lors de la crise du canal de Suez (1956) et celle de Jordanie (1958). Surtout, il imposa au sein de la communauté internationale le concept des opérations de maintien de la paix. En effet, les opérations de maintien de la paix ne sont pas mentionnées dans la charte des Nations- Unies. Pourtant, Dag Hammarskjöld a réussi à fédérer les Etats membres en vue de disposer d'un outil indispensable aux règlements des conflits. Pragmatiquement, à la question « Dans quel article se trouve une quelconque spécification des opérations de maintien de la paix ? », il répondait « Au chapitre 6.5, entre le chapitre 6 et le chapitre 7 de la charte ! ». Cette volonté politique de moraliser les relations s'est traduite conformément au code de valeurs suédois par des actes. En effet, la contribution suédoise aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, au XXème siècle, est importante. Depuis la création de la force d'urgence des Nations- Unies en 1956 et jusqu'en 1994, la Suède a déployé dans le monde près de 65 382 casques bleus et des observateurs.

3.2.3. La perception suédoise de l'Europe : de la méfiance à l'adhésion, une interrogation permanente

Géographiquement, outre son caractère multi-frontalier et sa position stratégique sur la mer Baltique, sa définition de son ensemble d'appartenance permet de mieux appréhender la perception de la Suède en Europe et dans le monde. La perception du monde des Scandinaves, des Suédois en particulier, est davantage maritime que continentale. En effet, ils privilégient la

spatialité maritime du *Norden* au détriment d'une vision continentale de la Fenno-Scandinavie partagée par la majorité de la communauté internationale. A ce titre, il est également intéressant de relever une communauté de vision partagée par les Etats d'obédience protestante ce qui, d'ailleurs, facilite les échanges de tout ordre. En effet, aussi bien les Etats-Unis que l'Angleterre privilégient de déterminer leur place dans le monde selon les espaces maritimes. Bien que la Suède se soit, au XXème siècle, souvent opposée aux interventions américaines peu conformes aux idéaux moraux suédois, il n'en demeure pas moins qu'il existe une réelle proximité culturelle entre ces deux pays. L'émigration suédoise avec ses vagues successives des XIXème et XXème siècles constitue le principal moteur de ce lien transatlantique. Cette émigration suédoise touche aussi le Canada. En 1980, selon une étude [34], près de 5 millions d'Américains du Nord sont d'origine suédoise. Par conséquent, naturellement des liens se tissent, le discours officiel les présente d'ailleurs comme des liens de sang. Au niveau européen, les liens entre la Suède et l'Angleterre sont eux aussi, forts et historiques. Ils sont indubitablement renforcés par la proximité religieuse décrite dans la première partie entre les luthériens et les anglicans.

Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 1980, les dirigeants et les élites suédois sont au mieux demeurés indifférents au pire ont éprouvé du scepticisme à l'endroit de leur étranger proche que constituait le continent européen et notamment la communauté économique européenne. Les propos de Tage Erlander, premier ministre social-démocrate dans les années 1950, rapportés par Arne Ruth [35] montrent de manière flagrante la profonde différence culturelle et religieuse entre la Suède et le continent : « *L'Europe est faite essentiellement de catholiques et de réactionnaires, la Suède est si avancée socialement et culturellement, en comparaison avec les pays dits du continent, il n'y a donc pas de besoin de s'occuper de la coopération européenne. Avec le temps, le reste de l'Europe était assuré de suivre les traces de la Suède et de la Scandinavie.* ». Les Suédois admettaient alors communément que l'Europe serait finalement « scandinavisée ». Bien que s'affranchissant de la modération (*jantelagen*), le premier ministre suédois montrait ainsi la défiance de son pays face à une entité géographique, l'Europe, en l'opposant à la communauté - culturelle, historique et religieuse - scandinave. Cette vision « tranchée » vis-à-vis de l'Europe perdure jusque dans les années 1980. Elle était en partie fondée sur la volonté de se conformer au principe de neutralité active, de conserver une position originale stratégique entre les deux blocs, de pérenniser la liberté d'action de la Suède dans sa politique étrangère mais aussi de conserver un modèle sociétal original. Vincent Simoulin [36] déclare que « *Dans les pays nordiques, l'Union européenne est perçue comme une question de première importance. Elle a des partisans mais, excepté en Finlande, ne suscite aucun enthousiasme. Elle remet, au contraire, en cause les représentations identitaires qui ont longtemps nourri leur équilibre* ». Néanmoins, compte tenu, à la fois, de la réussite des communautés européennes puis de l'Union européenne, de l'effondrement du bloc soviétique et surtout à cause de la crise économique de 1990 la Suède a d'apparence progressivement et pragmatiquement révisé sa position sur l'Europe. La Suède adhère au sein de l'Union européenne en 1995. La question de l'adhésion proposée au référendum européenne mobilisa près de 85% des électeurs. Le « oui » l'emporta à une faible majorité ce qui montre aussi bien l'ancrage des idées reçues sur l'Europe que la volonté de se tenir à l'écart de toute alliance demeure pérenne. D'ailleurs, l'analyse des résultats du référendum laisse entrevoir des fissures dans le consensus qui est normalement de mise en Suède. Si les provinces les plus peuplées, depuis la capitale jusqu'en Scanie, ont très majoritairement voté positivement, en revanche, le plus grand nombre de provinces du reste de la Suède a voté négativement. Pour autant, le gouvernement social-

démocrate du premier ministre Carlsson assura que la Suède, au sein de l'UE, souhaitait mener une politique européenne active. Là encore, comme à l'intérieur de ses frontières et comme auprès des plus hautes instances internationales, la Suède entend promouvoir les valeurs de transparence (décisions communautaires), d'égalité (parité hommes- femmes), de sécurité (*trygghet* prolongé dans la lutte contre la criminalité et développement durable) et de solidarité pragmatique. En effet, la Suède souhaite agir pour le développement de la coopération dans la région de la Baltique ainsi que pour un renforcement de la coopération nordique. La politique étrangère suédoise semble être ainsi orientée vers un tropisme culturel et religieux. Certes, l'aide aux pays défavorisés constitue un élément majeur de l'action internationale suédoise. Cependant, la Suède continue de resserrer les liens de plus en plus solides qu'elle entretient avec ses partenaires du *Norden* mais aussi avec les états ayant une façade maritime baltique, en particulier avec l'Estonie et la Lettonie. Le secteur bancaire estonien appartient à 80% aux principales banques suédoises. Sur les 8 états disposant d'une telle façade, 2 sont majoritairement d'obédience catholique (Pologne et Lituanie), 1 d'obédience orthodoxe (Russie), l'Allemagne, la Finlande, l'Estonie et la Lettonie sont comme la Suède de confession majoritairement luthérienne. La clause particulière définissant l'adhésion de la Suède à l'Union européenne rend bien compte de la volonté suédoise indéfectible de développer ses relations avec la Scandinavie et les états baltes. La Baltique, « la méditerranée du Nord » est la région stratégique que la Suède privilégie depuis des siècles. Elle joue un rôle moteur au sein du conseil des Etats membres de la Baltique (CEMB) et développe en particulier avec les Etats baltes des relations culturelles, militaires et économiques d'importance.

CONCLUSION

Au XXème siècle, bien que la pratique religieuse diminue significativement et que les ressources de l'Église de Suède tant humaines que matérielles se contractent, l'Église d'Etat demeure influente. Influente, parce que les liens qui l'unissent tant au gouvernement suédois qu'à chacun de ses plus de 7 millions de membres sont forts. Hérités du passé, ferments de l'unité nationale et d'une organisation sociale éprouvée, ces liens se fondent sur un corpus de valeurs d'essence luthérienne : la solidarité du corps social tout entier dévoué à augmenter la gloire de Dieu par un labeur permanent, magnifiant l'humilité et l'égalité, rejetant toute oisiveté, obéissant à la loi mais enclin au remords, à une forme de culpabilité et à la recherche des signes de son élection. La social-démocratie, théorisée puis mise en œuvre durant quarante quatre années consécutives en Suède, au XXème siècle, propose des concepts politiques originaux en vue de garantir un développement harmonieux de la société suédoise. Le *välfardstad* et le *trygghet* doivent ainsi garantir à chaque citoyen d'une manière égalitaire, les conditions propices au développement du corps social dans son ensemble : accéder à l'éducation de manière permanente, travailler dans un environnement pacifié, disposer d'une importante protection sociale et d'une assurance vieillesse garantie, le tout dans un environnement sécurisé et prêt à faire face à tout type d'agression. Comparée au corpus de valeurs luthériennes, il semble donc que la social-démocratie nourrie d'idéaux socialistes ne puisse cacher en son sein la forte empreinte du luthéranisme. Les notions du travail et de la solidarité, chez les luthériens comme les sociaux- démocrates sont essentielles dans les relations qui lient, le fidèle à son élection pour les premiers, le citoyen à son adhésion dans la société pour les seconds. La marque du luthéranisme semble aussi s'exprimer dans la politique

étrangère de la Suède au XXème siècle. D'une certaine manière, libérés de contingences physiques car bénéficiant du concept de neutralité active, les dirigeants suédois, en particulier le charismatique Olof Palme, n'ont eu de cesse à promouvoir la solidarité internationale, la reconnaissance de l'égalité formelle des Etats et à moraliser les relations internationales en oscillant d'un bloc à l'autre tout en étant enclins à une forme de culpabilité. Par ailleurs, les relations entre la Suède et les grands acteurs internationaux, étatiques et supranationaux, sont certes conditionnées par la neutralité mais aussi d'une certaine manière par un tropisme religieux. La Suède qui au cours du XXème siècle éprouve tantôt de l'indifférence, tantôt de la méfiance à l'endroit de l'Europe, adhère « sur la pointe des pieds » à l'Union européenne. Si elle hésite, au XXème siècle, à s'engager en Europe, elle demeure, au contraire, ferme dans sa volonté de consolider son action au sein du conseil nordique et de contribuer au développement de la Baltique, en particulier celui de l'Estonie et de la Lettonie.

A la fin du XXème siècle, le modèle social-démocrate est fortement remis en question. Le 1er janvier 2000, l'Église de Suède perd son statut d'Église d'Etat. Ces deux facteurs dont l'apparente similarité de dégradation est concomitante semblent annonciateurs sinon d'une nouvelle donne suédoise du moins de la fin d'une époque.

Une désignation semble montrer toutes les attentes de l'Union européenne vis-à-vis de la Suède. Le général Hakan Erik Gunnar Syrén remplace le général Henri Bentégeat à la tête du comité militaire de l'Union européenne. Finalement, la Suède, non plus neutre mais prônant désormais la non alliance, va assurément gagner en visibilité au niveau européen grâce au premier de ses militaires. Il sera alors intéressant d'analyser les orientations de la politique européenne de sécurité et de défense.

Manuscrit clos en mars 2009

Copyright janvier 2010-Fernandez/diploweb.com

P.-S.

Chef d'escadron dans l'Armée de Terre (France), 16ème promotion du Collège interarmées de défense (2008-2009)

Notes

[1] Désormais, seul le Roi et le ministre des cultes au gouvernement sont obligatoirement membres de l'Église de Suède.

[2] Sébastien FATH, Le principe protestant à l'épreuve ou en exemple : entre précarité et prospérité au seuil du troisième millénaire, p. 49 in Blandine CHELINI-PONT et Raphaël LIOGIER (dir.), Géopolitique du christianisme, Paris ; Ellipses (Référence géopolitique), 2003.

[3] Max Weber, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris ; Flammarion, 3ème édition, 2002, p. 250.

[4] Max Weber, op. cit, p. 286.

- [5] Beruf en allemand et källelse en suédois traduits en français par une activité permanente et spécifique.
- [6] Max Weber, op. cit, p. 137.
- [7] Max Weber, op. cit, p. 52.
- [8] Cours sur le protestantisme prononcé par Monsieur François Thual, janvier 2009.
- [9] Riksdag, au Moyen- âge conseil exceptionnel convoqué par le Roi, qui est devenu le Parlement.
- [10] Cf Annexe 2 p 37.
- [11] Entretien avec le Professeur Pierre- Georges Dreyfus, janvier 2009.
- [12] La contribution de la Mission de l'Église de Suède est développée dans la deuxième partie du mémoire.
- [13] SKUT est dirigée par l'évêque du diocèse de Visby.
- [14] Janine Garrisson, L'homme protestant, Bruxelles, Complexe, 1986.
- [15] Georges Hourdin, Incroyants, les Suédois ? Allons donc !, pp. 377-380 in Thomas Ferenczi (dir.), Religion et politique ; une liaison dangereuse, Paris ; Complexe, 2003.
- [16] Les immigrés en Suède, Institut suédois, FD 63 Ohq, février 1995.
- [17] « ja, jag vill leva, jag vill dö i Norden » « oui, je veux vivre et mourir dans le Nord », paroles de l'hymne suédois, créé au XIXème siècle par Richard Dybeck.
- [18] Pierre Doucet et Per Gyllenhammar, Suède : le paradigme perdu, Politique internationale, été 1991, N°52 pp. 356-371.
- [19] Dominik Birman, Suède, Lausanne, édition Rencontre, 1968, p. 47.
- [20] Entretien avec le professeur Pierre- Georges Dreyfus, janvier 2009.
- [21] Olof Palme, Entretiens avec Serge Richard, le rendez- vous suédois, Paris, Stock, coll. Les grands leaders, 1976, p. 56.
- [22] L'archevêque d'Uppsala et l'évêque de Lund sont les hiérarques les plus importants de l'église nationale suédoise.
- [23] Jean-Claude Chesnais, Population et Sociétés, n° 395, novembre 2003.
- [24] Jean-François Battail, Régis Boyer, Vincent Fournier, Les sociétés scandinaves de la

Réforme à nos jours, Paris ; PUF, 1992, p. 510.

[25] Ake Daum, *Svensk mentalitet*, édition Raben och Sjögren, 1989, p. 265.

[26] Nathalie Blanc-Noël, *La politique suédoise de neutralité active*, Paris ; Economica, (Bibliothèque stratégique), 1997.

[27] Olof Palme fût premier ministre de la Suède de 1969 à 1976 puis de 1982 jusqu'à son assassinat.

[28] Discours d'Olof Palme, Amnesty international, 1977 in *la neutralité active* p. 207.

[29] Partis « bourgeois » ou moderaterna, partis suédois de droite.

[30] Entretien avec le Professeur Pierre- Georges Dreyfus, janvier 2009.

[31] Nathalie Blanc-Noël, *op. cit.*, p. 252.

[32] Kjell Goldman, *Democracy and foreign policy. The case of Sweden*, Londres, Gower, 1986, p. 48.

[33] Le premier secrétaire général des Nations- Unies, Trygve Lie était norvégien.

[34] Sten Carlsson, *Swedes in North America. 1638-1988*, Streiffert, Stockholm, 1988 in Nathalie Blanc-Noël, *La politique suédoise de neutralité active*, Paris ; Economica, (Bibliothèque stratégique), 1997, p. 379.

[35] Arne Ruth, *Is Sweden a European country ?*, *Scandinavian Review*, 1988, pp 7-14.

[36] Vincent Simoulin, *L'Union européenne au regard des pays nordiques*, *Les Etudes du CERI*, n°66, juin 2000, p. 3.